



# Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

## Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2018 - janvier 2019

Date de parution : mai 2019

## Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

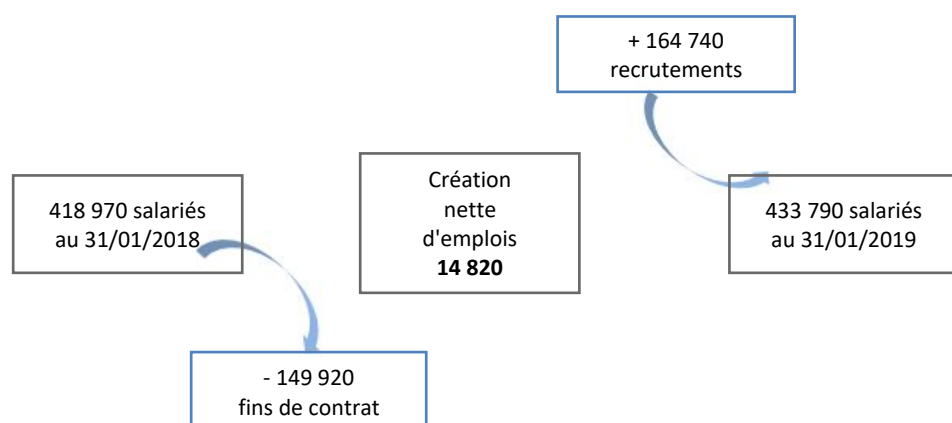
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

# 1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

## 1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2019, il y avait 433 790 salariés au Luxembourg contre 418 970 au 31 janvier 2018. Entre ces deux dates, on observe 164 740 recrutements et 149 920 fins de contrat (dont près de 5 740 départs à la retraite<sup>1</sup>). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 14 820 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 14 820 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3,5%.

## 1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	133 500	118 520	14 980
Salariés intérimaires	31 240	31 400	- 160
Total	164 740	149 920	14 820

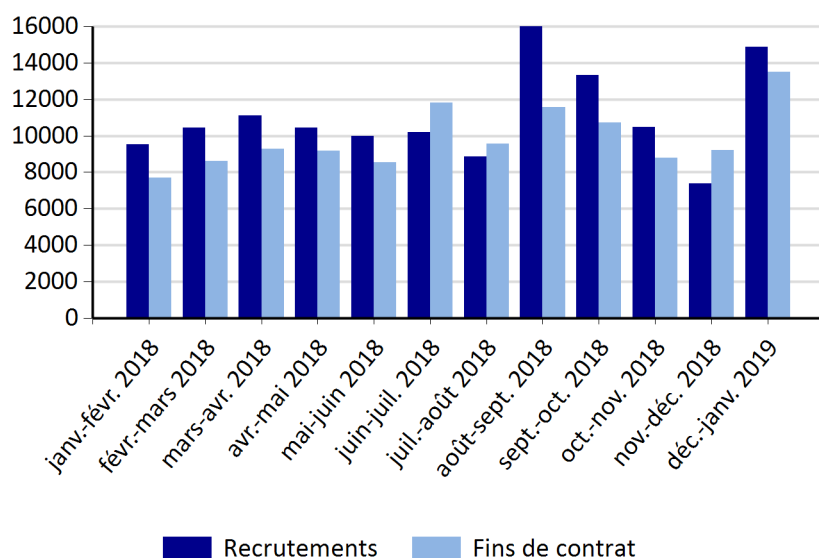
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 21% et 79%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2019, 1,8% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 7 970 personnes).

<sup>1</sup>Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

## 2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée<sup>2</sup>

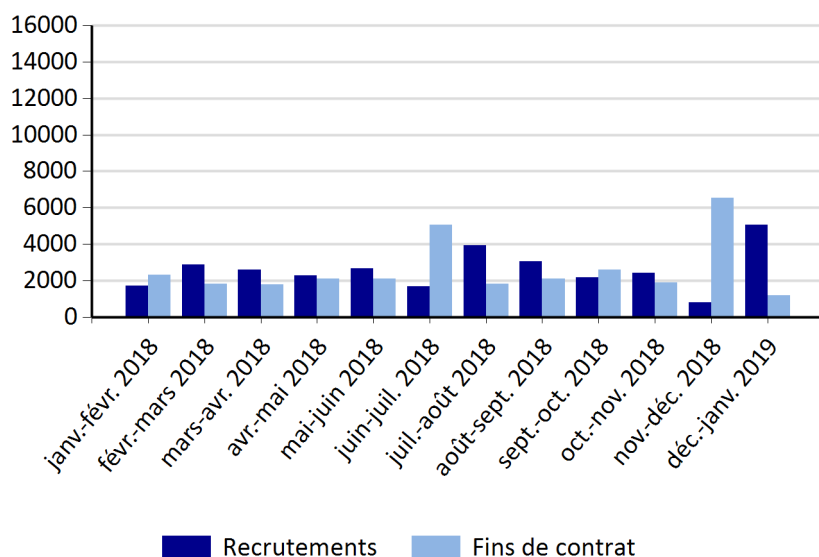
### Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 7 390 et 16 890 ; celui des fins de contrat, entre 7 690 et 13 520.

**Guide de lecture :** Entre janvier et février 2018, on observe 9 540 recrutements et 7 690 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

### Salariés intérimaires

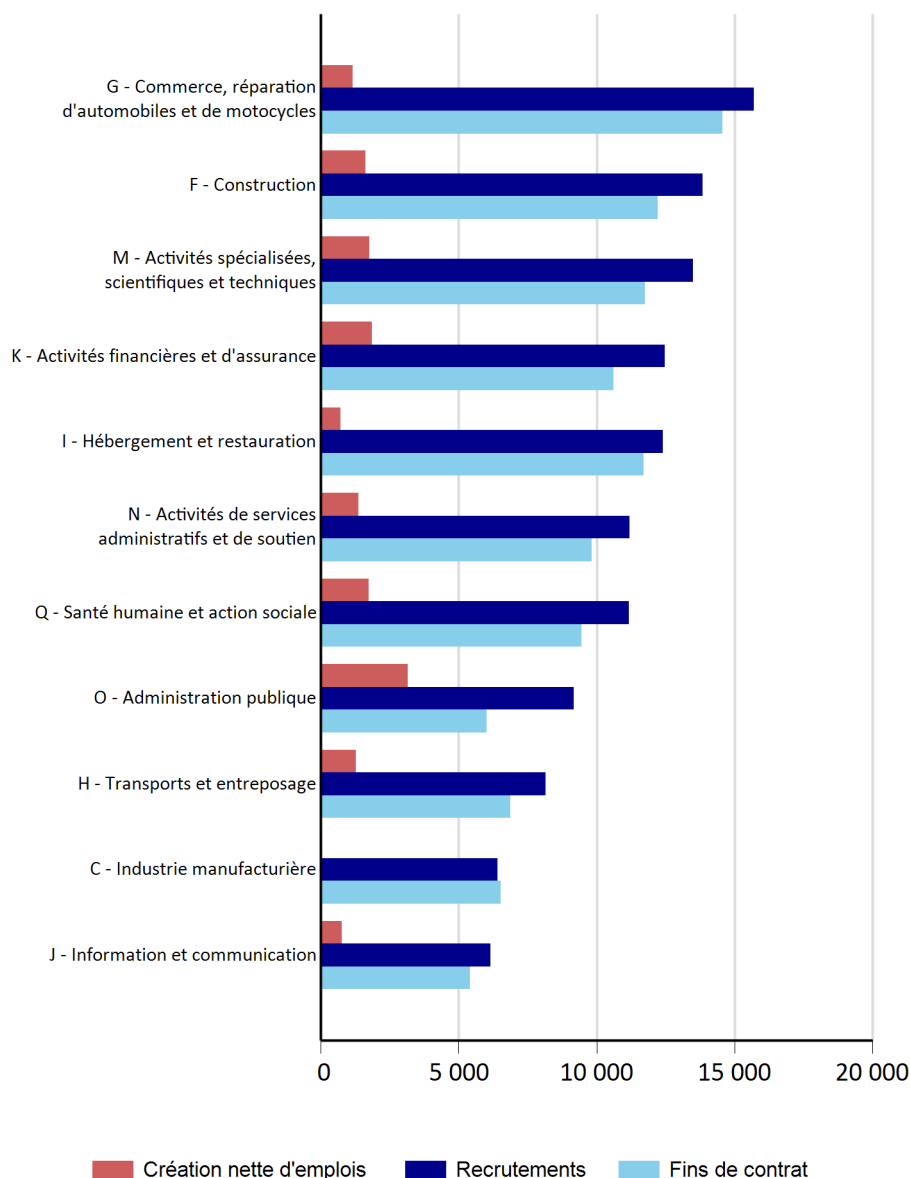


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 810 et 5 050 ; celui des fins de contrat, entre 1 210 et 6 530.

<sup>2</sup>Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

### 3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité<sup>3</sup>

#### 3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 15 710, 13 840, 13 510 et 12 470 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Activités financières et d'assurance" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2018 et janvier 2019.

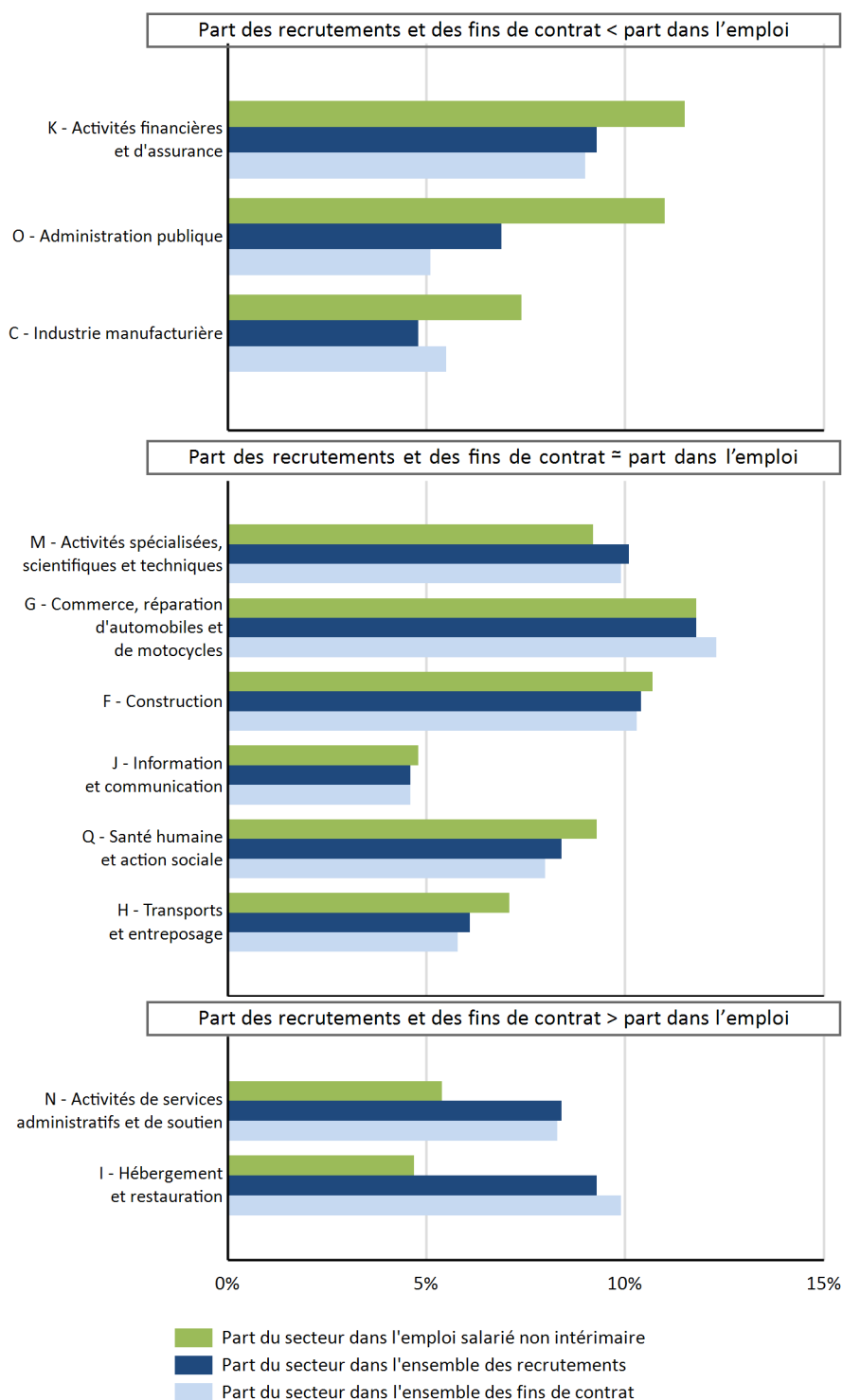
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Hébergement et restauration".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 1 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 1, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

**Guide de lecture :** Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre janvier 2018 et janvier 2019 s'élève environ à 15 710, le nombre de fins de contrat à 14 560. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 150.

<sup>3</sup>Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

### 3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

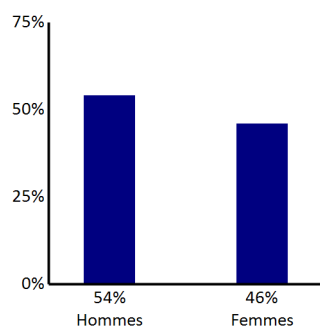
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

**Guide de lecture :** les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1<sup>er</sup> rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2<sup>ème</sup> groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

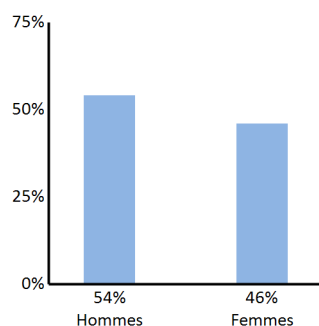
Dans le 1<sup>er</sup> groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 7% des recrutements et 5% des fins de contrat.

## 4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre<sup>4</sup>

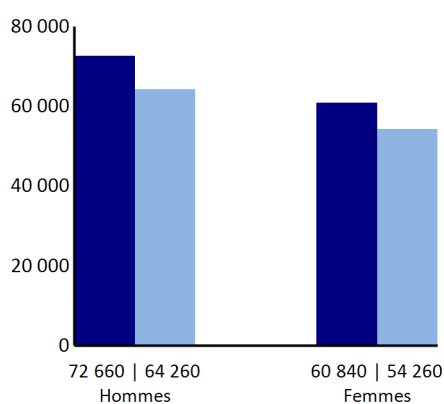
### 4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 133 500 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2018 et janvier 2019, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2018 et janvier 2019, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 8 400 unités, ce chiffre s'établissant à 6 580 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 12% des recrutements (= 8 400/72 660) contre 11% pour les femmes. La dynamique de l'emploi est donc un peu plus favorable aux hommes qu'aux femmes, ce qui à nouveau s'explique par les emplois occupés par les uns et les autres.

#### Guide de lecture :

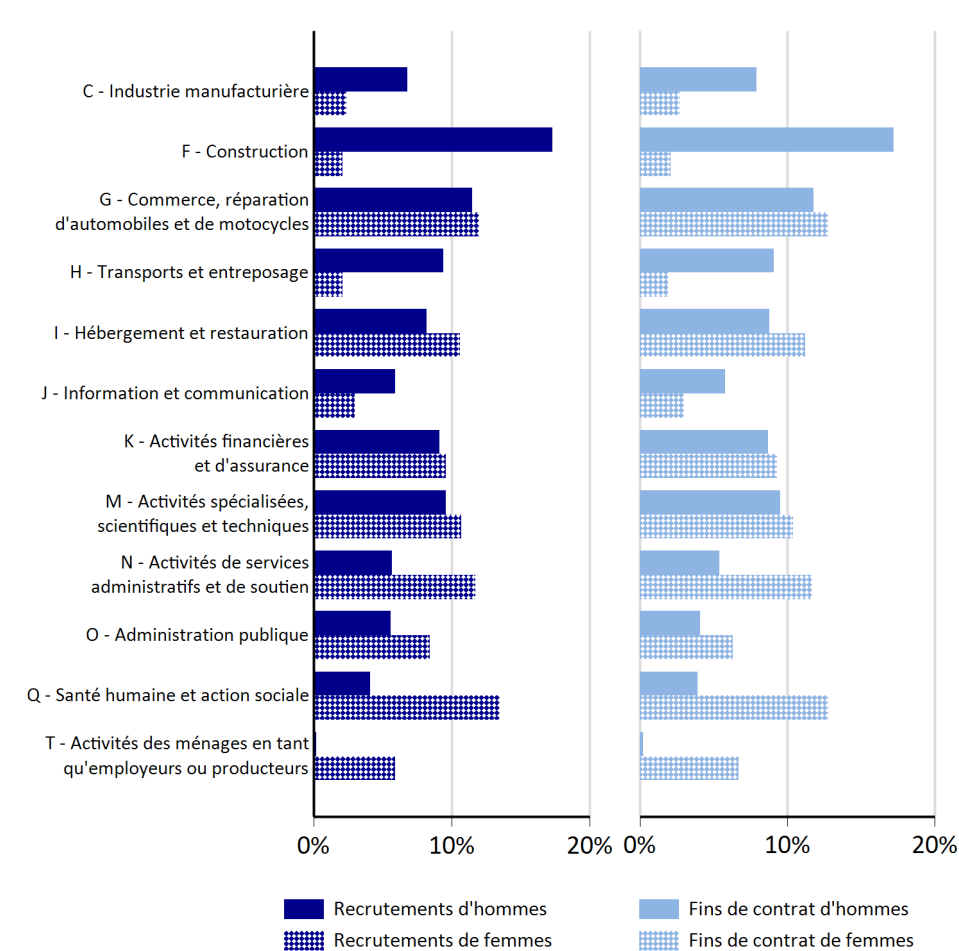
1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 54% concernent des hommes et 46% des femmes.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 72 660 concernent des hommes. C'est le cas de 64 260 fins de contrat.

<sup>4</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



**Guide de lecture :** Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 7% de l'ensemble des recrutements masculins.

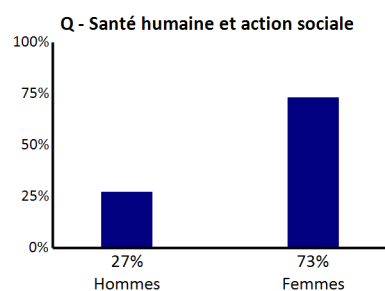
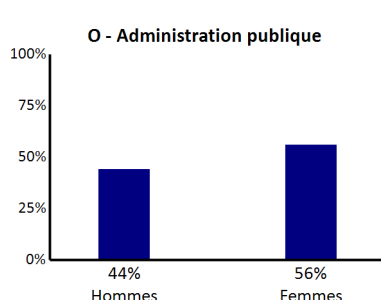
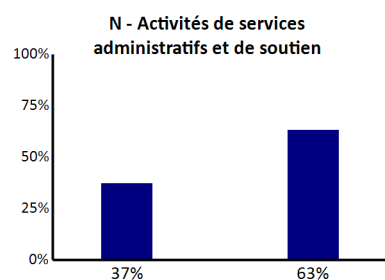
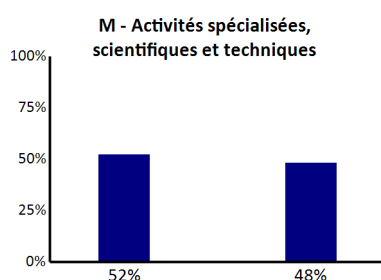
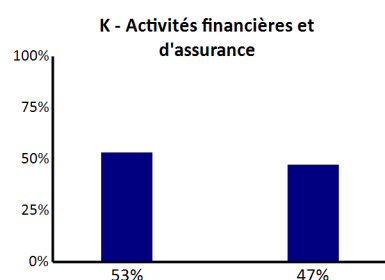
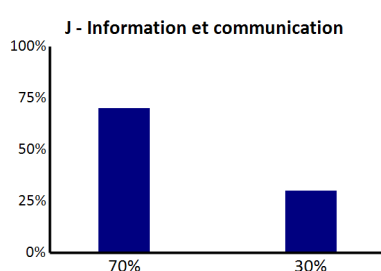
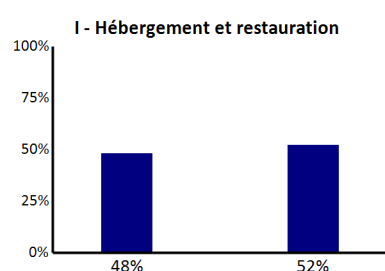
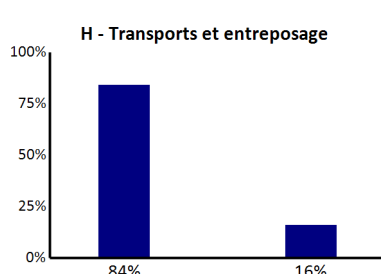
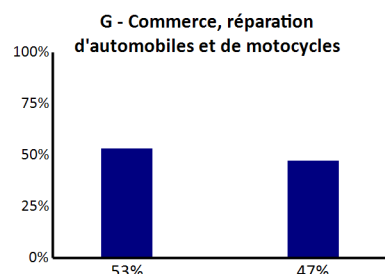
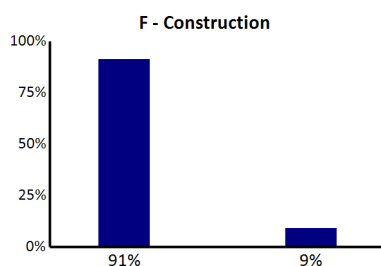
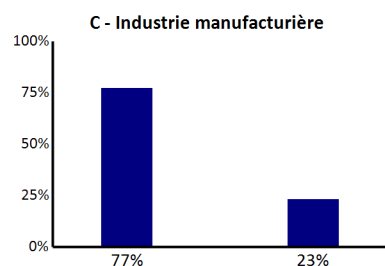
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 14%, 12% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 14% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas de "Activités financières et d'assurance" qui représente environ 10% des recrutements féminins et masculins (ou de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" qui en représente environ 12%).

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 580) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

### 4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 73%, 63% et 56% des recrutements.

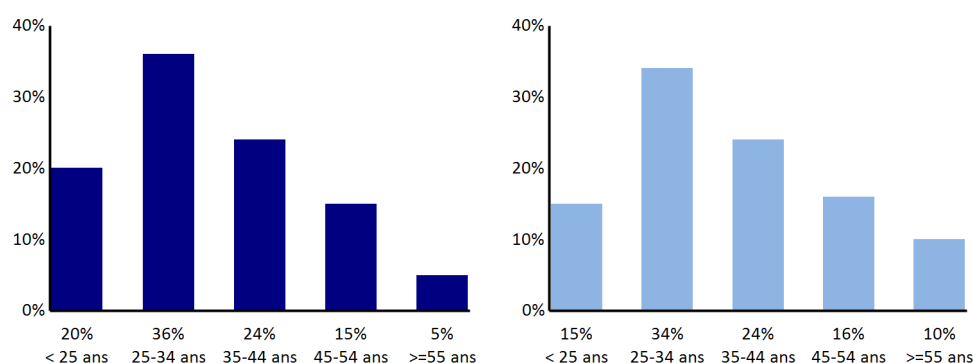
Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 91% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 77% dans "Industrie manufacturière".

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2018 et janvier 2019, 77% concernent des hommes et 23% des femmes.



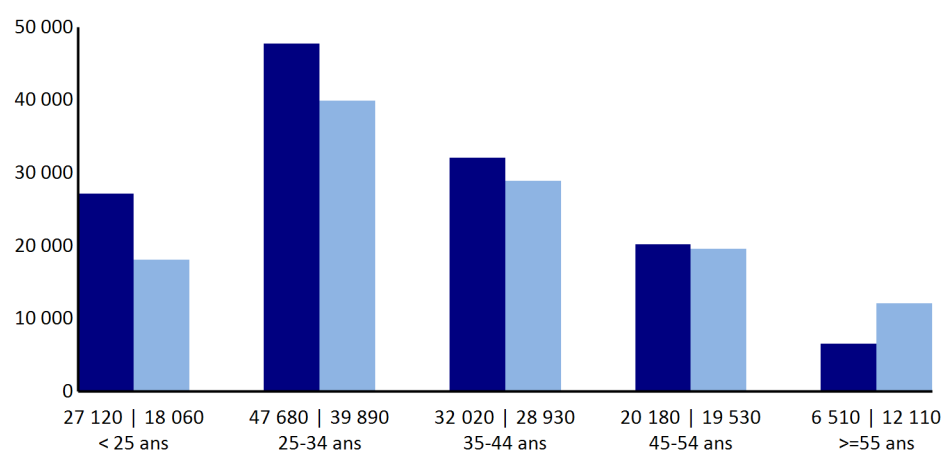
## 5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge<sup>5</sup>

### 5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 20% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 15% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 27 120 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 18 060 fins de contrat.

Parmi les 133 510 recrutements réalisés entre janvier 2018 et janvier 2019, 20% concernent les personnes de moins de 25 ans, 36% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 15% les 45-54 ans et 5% les 55 ans et plus.

Parmi les 118 520 fins de contrat, 15% concernent les personnes de moins de 25 ans, 34% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 16% les 45-54 ans et 10% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (47 680) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (39 890) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

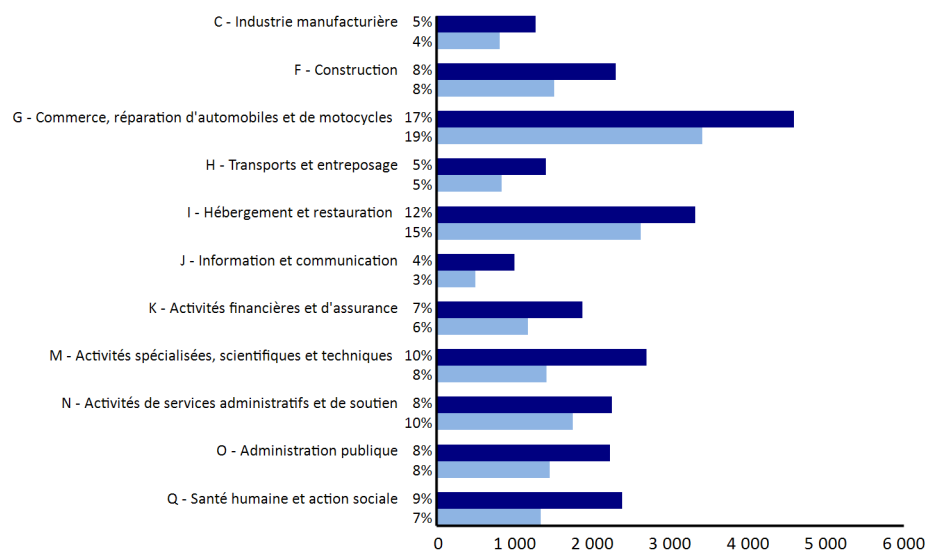
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 10% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 9 060 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 7 790 et 3 090 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

<sup>5</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

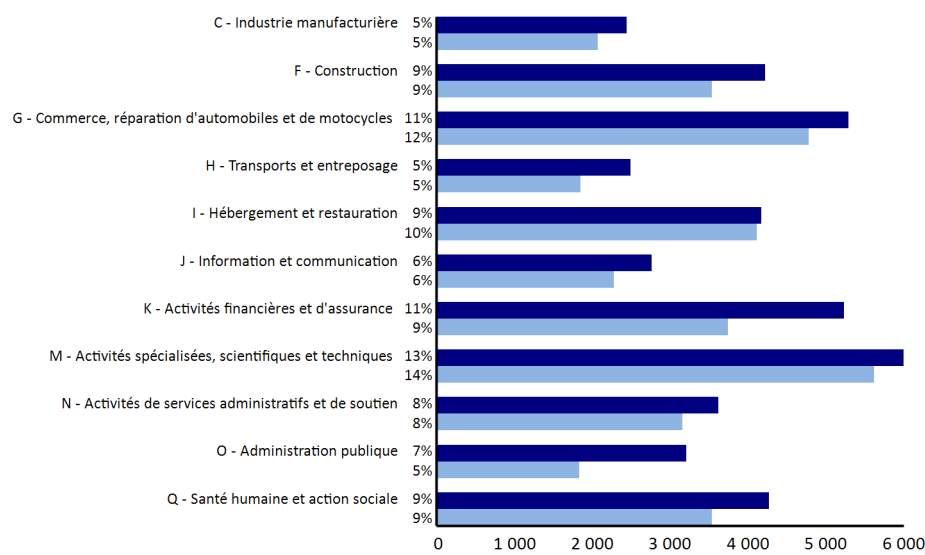


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 17% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%).

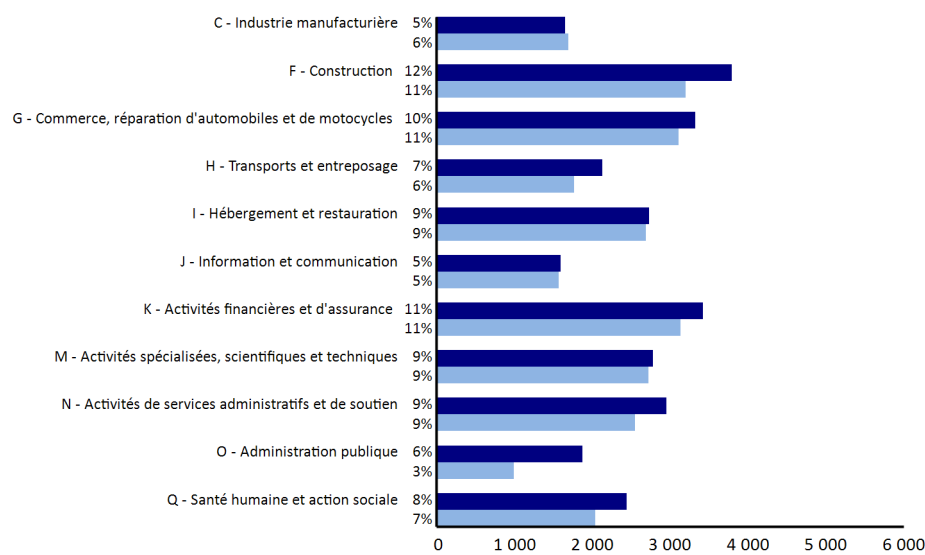
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (12%), "Activités financières et d'assurance" (11%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

25-34 ans

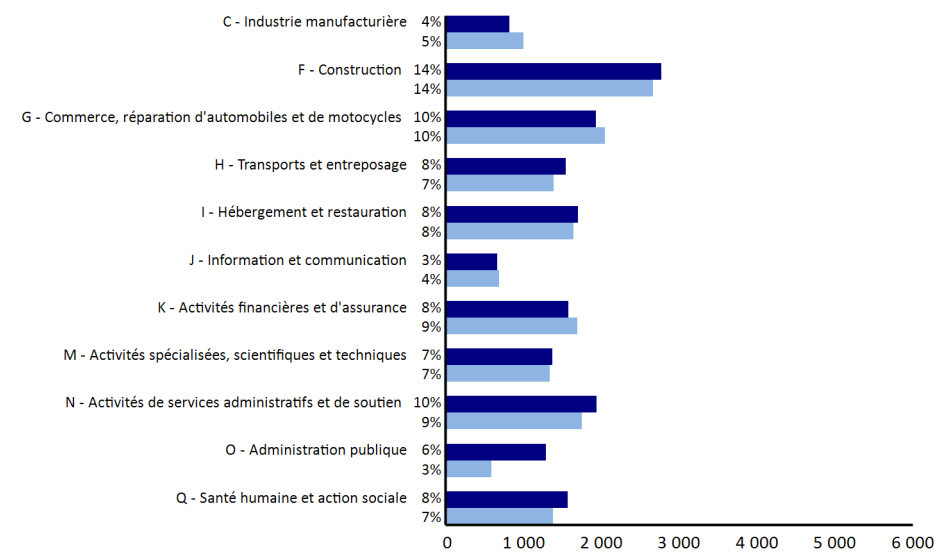


35-44 ans



■ Nombre de recrutements  
■ Nombre de fins de contrat

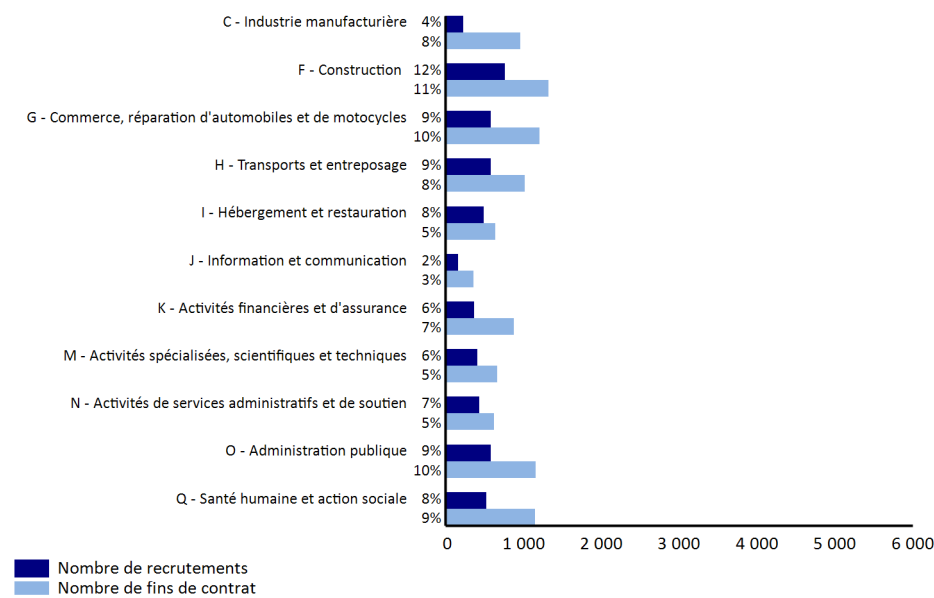
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (14%), "Activités de services administratifs et de soutien" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

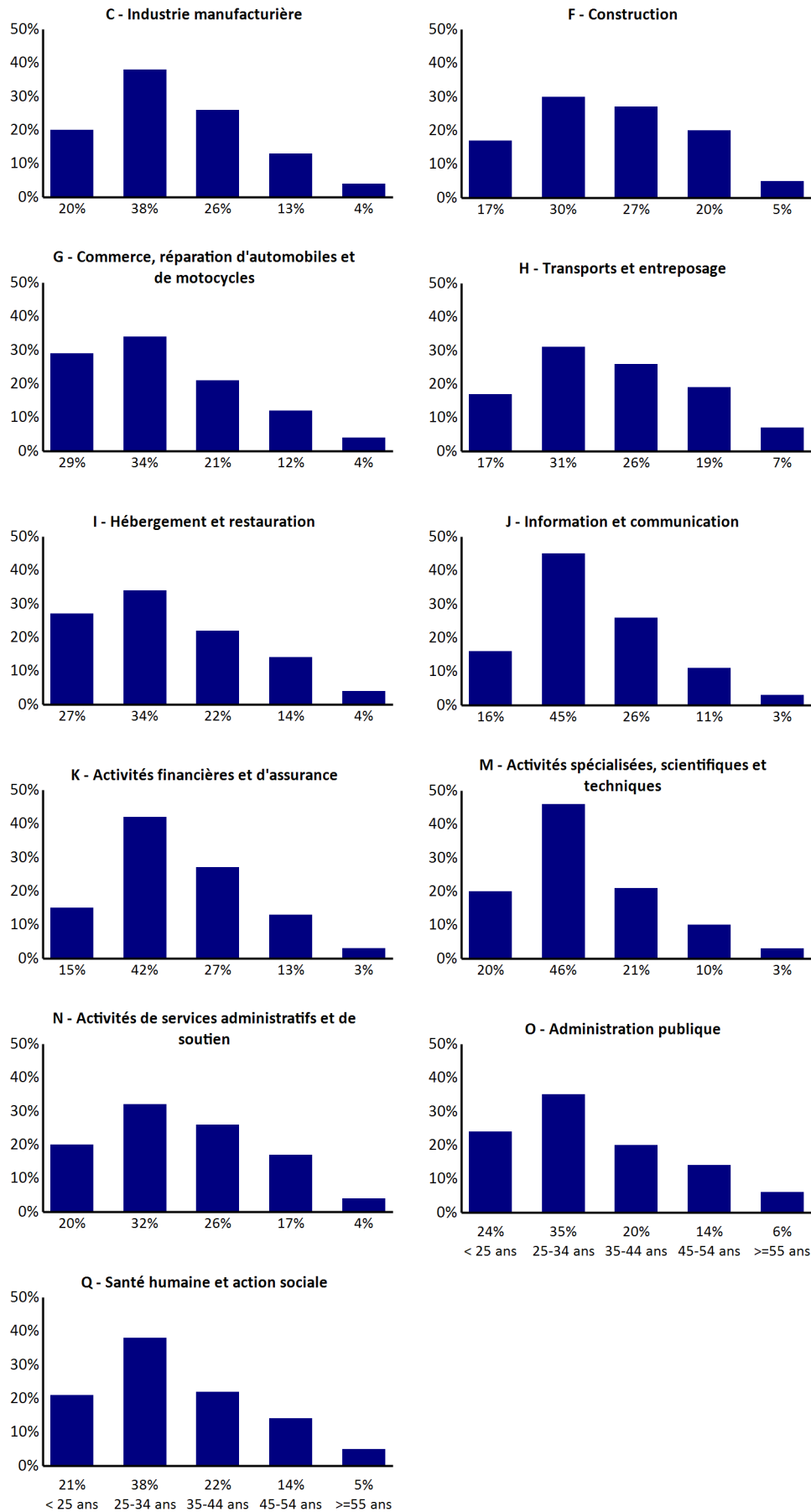
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (12%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%) et "Transports et entreposage" (9%).

>=55 ans



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 270 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 5% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 27 120). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 810 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 18 060).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



**Guide de lecture :** 20% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 38% des 25-34 ans.

Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Concernant les moins de 25 ans, la part qu'ils représentent dans les recrutements du secteur varie de 15% ("Activités financières et d'assurance") à 29% ("Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles").

Pour les 25-34 ans, ce sont les secteurs "Construction" (30%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (46%) qui ouvre et ferme la marche.

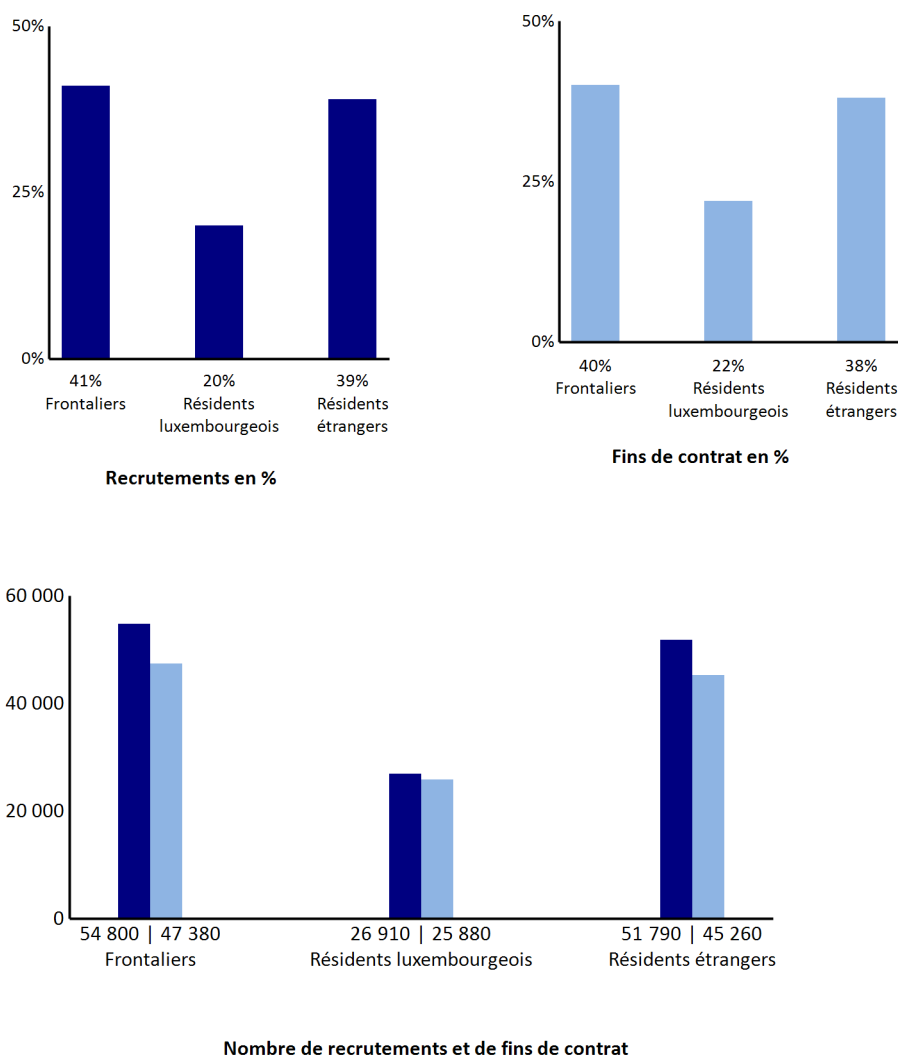
Le secteur "Construction" est celui qui recrute proportionnellement le plus de 35-44 ans (27%) et "Administration publique" le moins (20%).

Quant aux 45-54 ans, le secteur qui les recrute le plus est "Construction" avec 27% et celui qui les recrute le moins est "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" avec 10%.

Pour les 55 ans et plus, ce sont les secteurs "Information et communication" (3%) et "Transports et entreposage" (7%) qui recrutent respectivement le moins et le plus.

## 6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence<sup>6</sup>

### 6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 133 500 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2018 et janvier 2019, 41% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 39% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 118 520 fins de contrat observées au cours de la même période, 40% ont concerné des frontaliers, 22% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 6 530 et 7 420, elle est proche de 0 pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois<sup>7</sup>. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 1 000 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 500 par rapport aux résidents de nationalité étrangère<sup>8</sup>.

#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 41% concernent des frontaliers.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2018 et janvier 2019, 40% concernent des frontaliers.

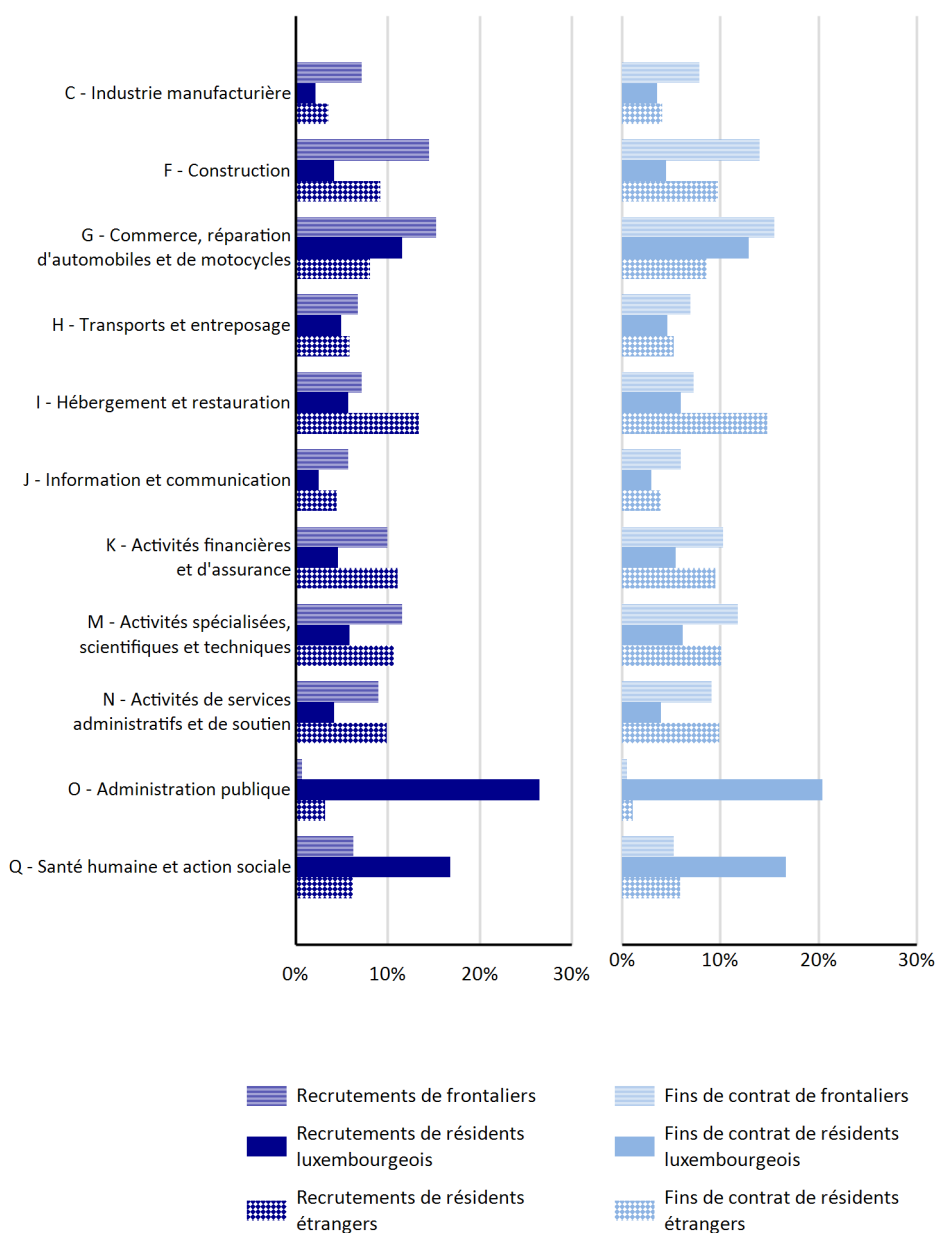
3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 54 800 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 47 380 fins de contrat.

<sup>6</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

<sup>7</sup>Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2018 et janvier 2019, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 3 620 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2018 et en janvier 2019, 2 680 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2018 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2019.

<sup>8</sup>Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

## 6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 27% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (17%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

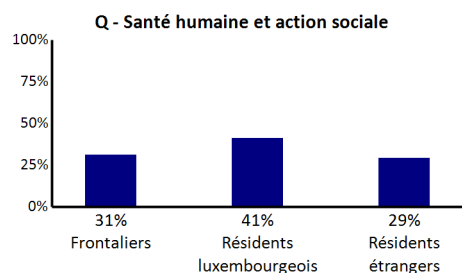
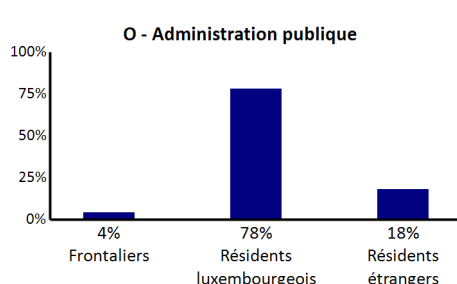
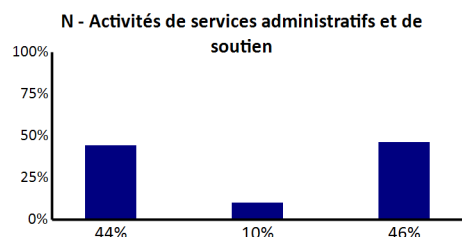
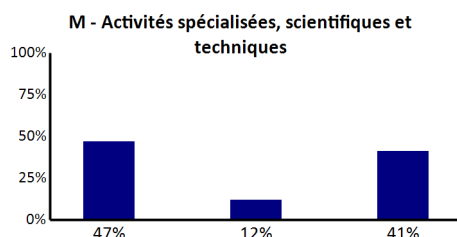
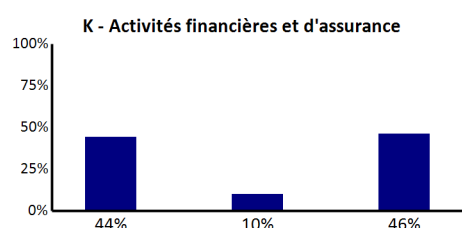
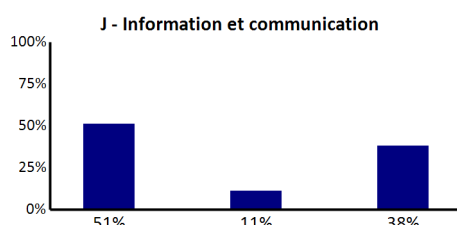
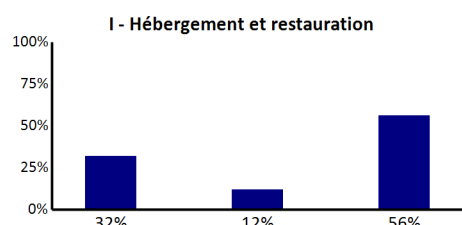
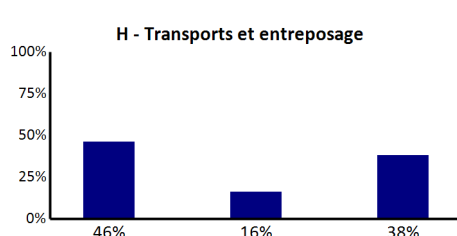
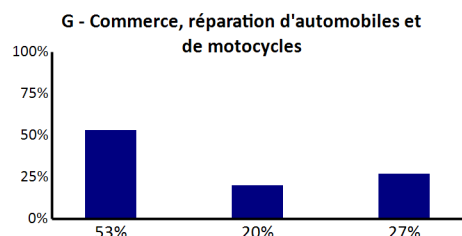
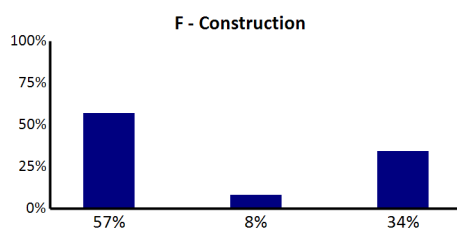
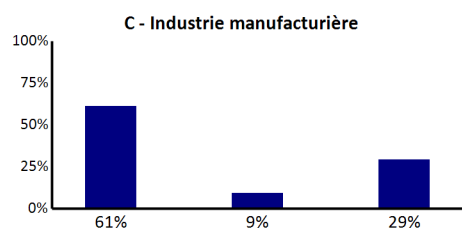
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (15%), "Construction" (15%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (13%), "Activités financières et d'assurance" (11%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

**Guide de lecture :** Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 4% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

## 6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

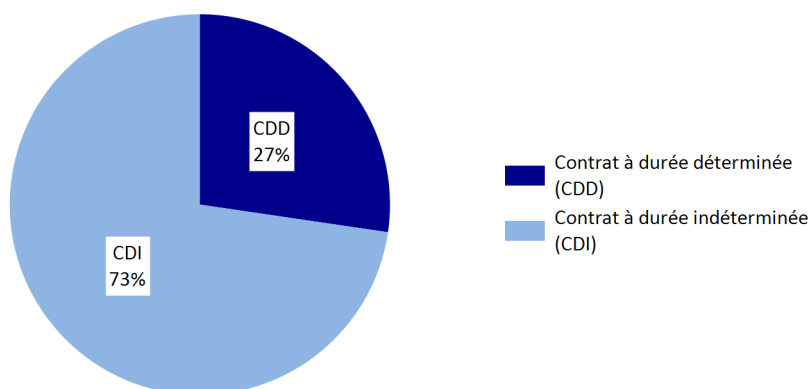
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 56% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 78% et 41% des recrutements).

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2018 et janvier 2019, 61% concernent des frontaliers, 9% des résidents luxembourgeois et 29% des résidents étrangers.

## 7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat<sup>9</sup>

### 7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

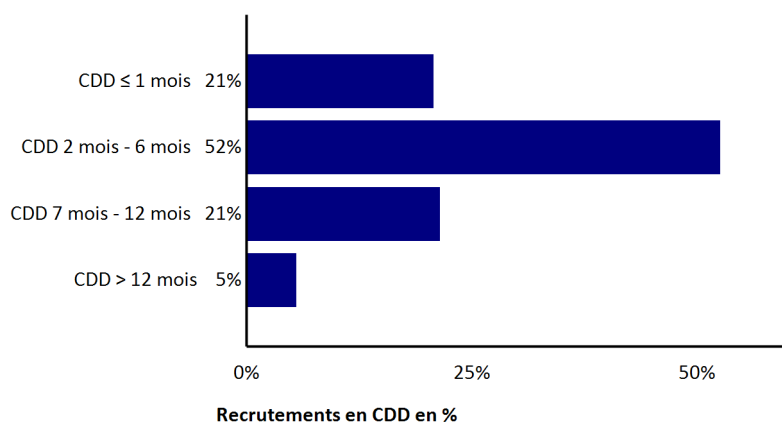


**Guide de lecture :** Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 133 500 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2018 et janvier 2019, 27% sont des contrats à durée déterminée et 73% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 27%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2019, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

### 7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat



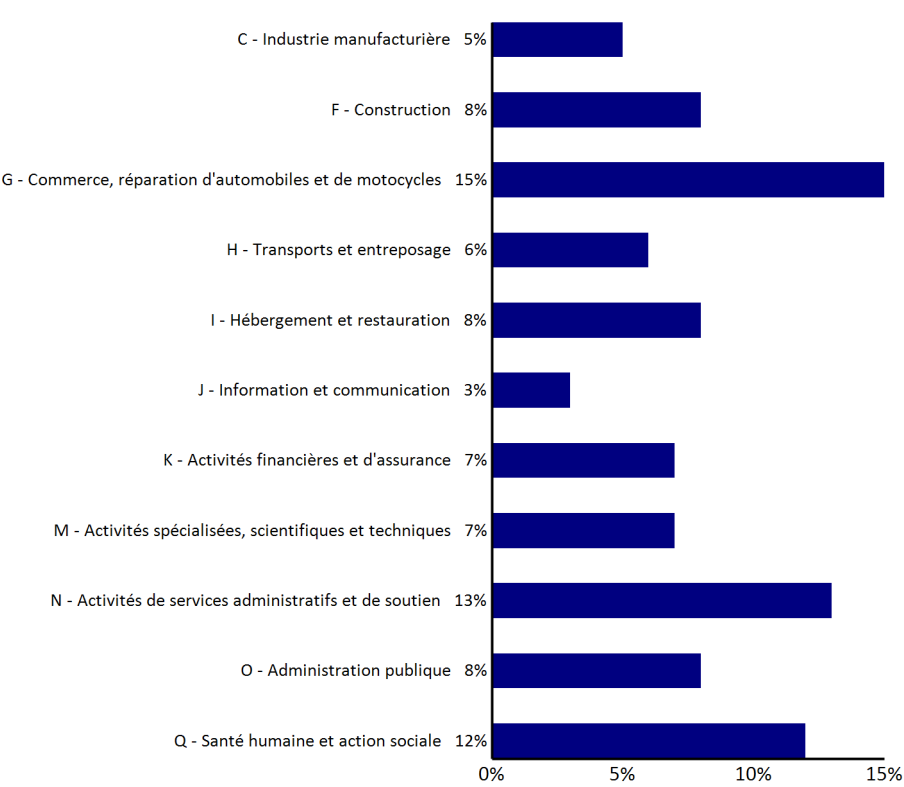
**Guide de lecture :** Ce graphique décompose les 27% de CDD selon la durée des contrats : 21% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 52% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 21% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 5% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 5% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

<sup>9</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.



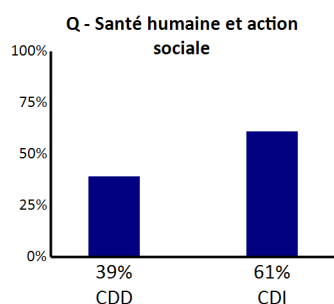
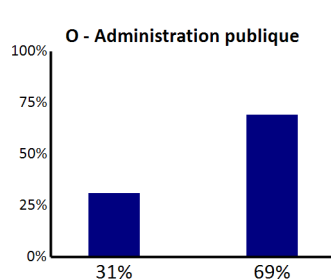
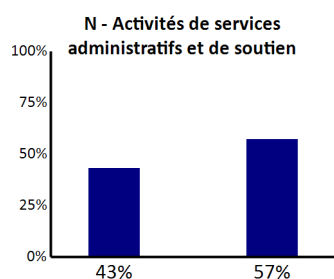
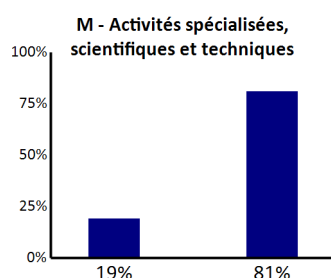
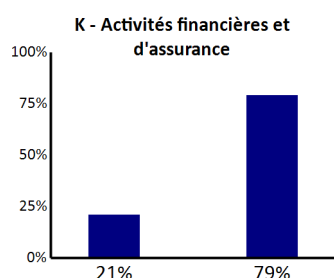
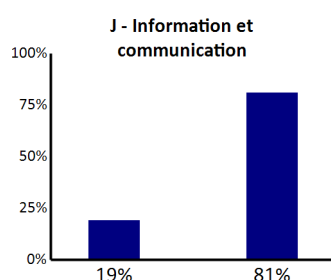
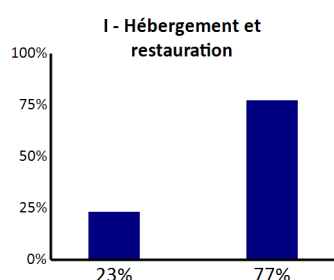
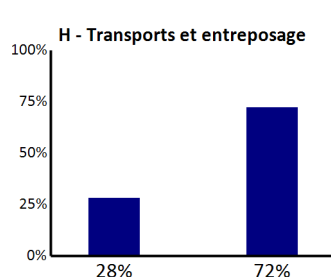
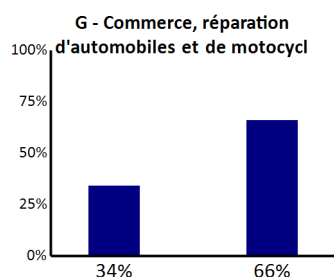
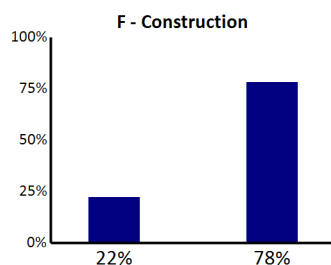
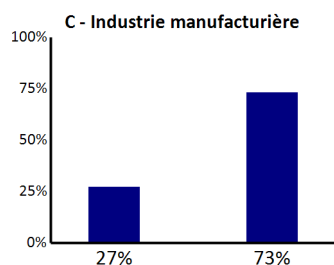
### 7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



40% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 28% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 15% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (13%) et de "Santé humaine et action sociale" (12%).

**Guide de lecture :** Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

## 7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



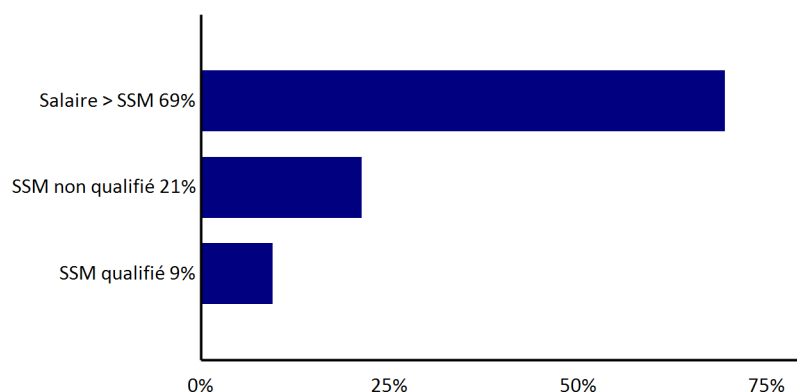
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 27%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (43% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Santé humaine et action sociale" (39%), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (34%) et de "Administration publique" (31%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Construction" (22%), "Activités financières et d'assurance" (21%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%) et "Information et communication" (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2018 et janvier 2019, 73% concernent des CDI et 27% des CDD.

## 8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum<sup>10</sup>

### 8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2018 et janvier 2019, 30% (= 21% + 9%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 31%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 30 mars 2018, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

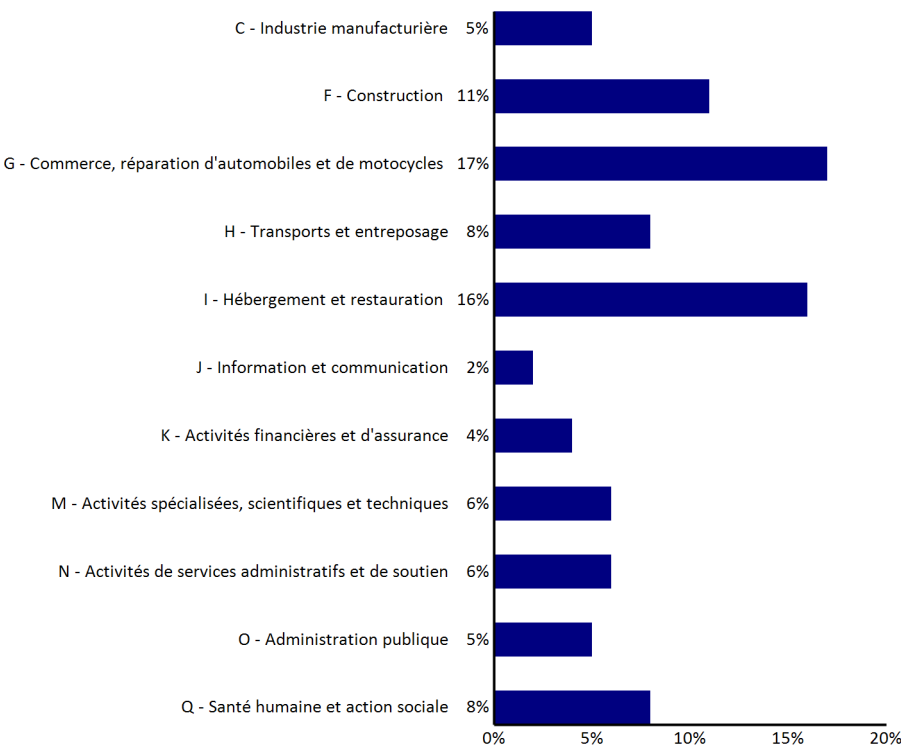
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 69% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2019 à 2 071 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 31% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2019 à 2 485 € par mois.

<sup>10</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

## 8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

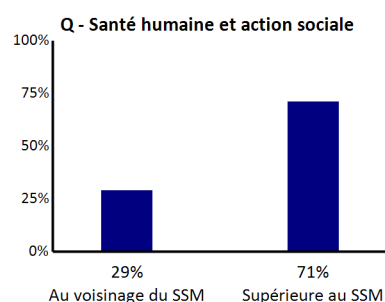
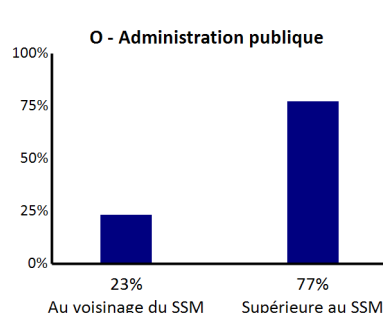
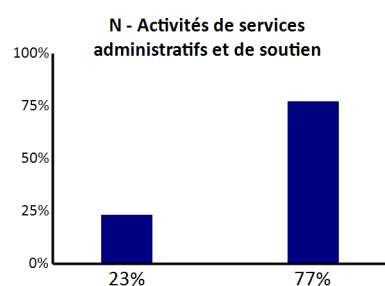
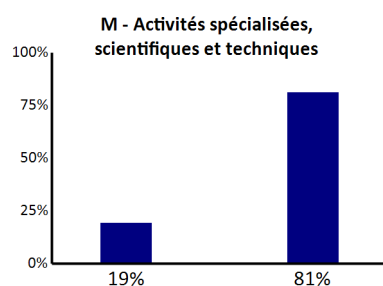
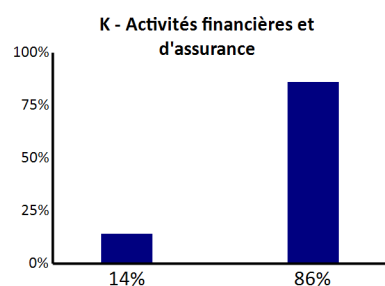
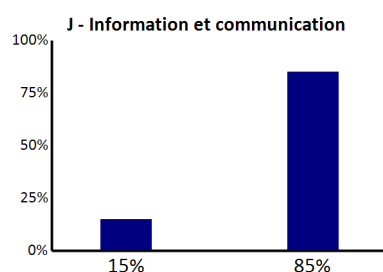
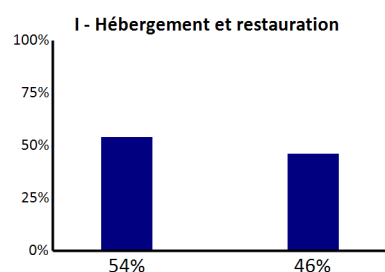
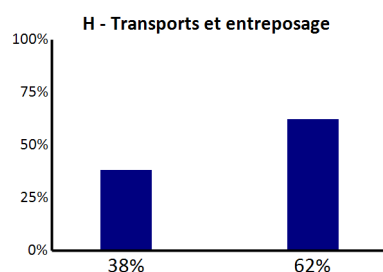
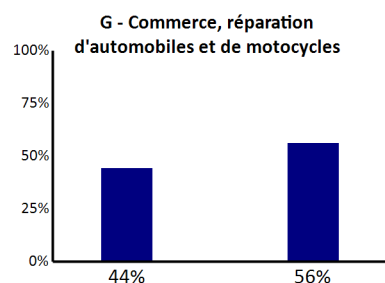
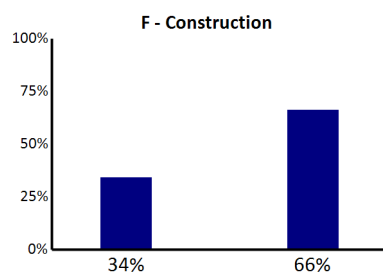
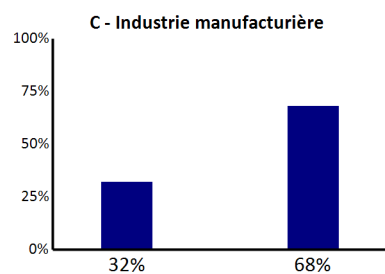


33% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 21% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 17% et 16% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 19% des recrutements au SSM.

**Guide de lecture :** Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

## 8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 31%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (54% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (44%) et de "Transports et entreposage" (38%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (14%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%).

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2018 et janvier 2019, 32% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

# Note méthodologique

## Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois  $t$  et présente dans les fichiers à la fin du mois  $t+1$  est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois  $t$  et absente des fichiers à la fin du mois  $t+1$  est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

## Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

## Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

## Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse [cet@igss.etat.lu](mailto:cet@igss.etat.lu)

# ANNEXES

## Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2018 - janvier 2019)

	janv.-févr. 2018	févr.-mars 2018	mars-avr. 2018	avr.-mai 2018	mai-juin 2018	juin-juil. 2018	juil.-août 2018	août-sept. 2018	sept.-oct. 2018	oct.-nov. 2018	nov.-déc. 2018	déc.-janv. 2019	Total annuel
Salariés non-intérimaires	9 540	10 430	11 110	10 430	9 990	10 200	8 860	16 890	13 320	10 490	7 390	14 860	133 510
Salariés intérimaires	1 720	2 870	2 590	2 270	2 670	1 670	3 930	3 070	2 180	2 430	810	5 050	31 260
Total	11 260	13 300	13 700	12 700	12 660	11 870	12 790	19 960	15 500	12 920	8 200	19 910	164 770

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2018 - janvier 2019)

	janv.-févr. 2018	févr.-mars 2018	mars-avr. 2018	avr.-mai 2018	mai-juin 2018	juin-juil. 2018	juil.-août 2018	août-sept. 2018	sept.-oct. 2018	oct.-nov. 2018	nov.-déc. 2018	déc.-janv. 2019	Total annuel
Salariés non-intérimaires	7 690	8 610	9 300	9 180	8 540	11 830	9 580	11 560	10 710	8 790	9 210	13 520	118 520
Salariés intérimaires	2 320	1 840	1 800	2 120	2 100	5 070	1 820	2 100	2 610	1 880	6 530	1 210	31 400
Total	10 010	10 450	11 100	11 300	10 640	16 900	11 400	13 660	13 320	10 670	15 740	14 730	149 920



Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2018 - janvier 2019)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en janvier 2019	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	690	610	0,5%	0,5%	80	0,5%	1 460	0,3%
B - Industries extractives	30	30	0,0%	0,0%	0	0,0%	290	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 410	6 530	4,8%	5,5%	- 120	-0,8%	31 570	7,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	190	160	0,1%	0,1%	30	0,2%	1 580	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	330	240	0,2%	0,2%	90	0,6%	1 750	0,4%
F - Construction	13 840	12 220	10,4%	10,3%	1 620	10,8%	45 660	10,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15 710	14 560	11,8%	12,3%	1 150	7,7%	50 390	11,8%
H - Transports et entreposage	8 140	6 870	6,1%	5,8%	1 270	8,5%	30 050	7,1%
I - Hébergement et restauration	12 410	11 710	9,3%	9,9%	700	4,7%	20 080	4,7%
J - Information et communication	6 160	5 400	4,6%	4,6%	760	5,1%	20 620	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	12 470	10 610	9,3%	9,0%	1 860	12,4%	49 140	11,5%
L - Activités immobilières	1 330	1 210	1,0%	1,0%	120	0,8%	3 180	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13 510	11 750	10,1%	9,9%	1 760	11,7%	39 160	9,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 200	9 830	8,4%	8,3%	1 370	9,1%	23 160	5,4%
O - Administration publique	9 180	6 020	6,9%	5,1%	3 160	21,1%	46 790	11,0%
P - Enseignement (privé)	1 560	1 340	1,2%	1,1%	220	1,5%	4 770	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	11 180	9 450	8,4%	8,0%	1 730	11,5%	39 610	9,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	930	860	0,7%	0,7%	70	0,5%	2 360	0,6%
S - Autres activités de services	2 110	2 000	1,6%	1,7%	110	0,7%	6 560	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 730	3 800	2,8%	3,2%	- 70	-0,5%	6 010	1,4%
U - Activités extra-territoriales	220	200	0,2%	0,2%	20	0,1%	740	0,2%
Z - Non déterminé	2 170	3 120	1,6%	2,6%	- 950	-6,3%	890	0,2%
Total	133 500	118 520	100,0%	100,0%	14 980	100,0%	425 820	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	160	530	690	130	480	610	0,3%	0,7%	0,2%	0,7%
B - Industries extractives	0	30	30	0	30	30	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 480	4 930	6 410	1 440	5 090	6 530	2,4%	6,8%	2,7%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	150	190	40	120	160	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	280	330	40	200	240	0,1%	0,4%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 250	12 590	13 840	1 140	11 080	12 220	2,1%	17,3%	2,1%	17,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 330	8 380	15 710	6 950	7 610	14 560	12,0%	11,5%	12,8%	11,8%
H - Transports et entreposage	1 290	6 850	8 140	1 020	5 850	6 870	2,1%	9,4%	1,9%	9,1%
I - Hébergement et restauration	6 430	5 980	12 410	6 080	5 630	11 710	10,6%	8,2%	11,2%	8,8%
J - Information et communication	1 840	4 320	6 160	1 650	3 750	5 400	3,0%	5,9%	3,0%	5,8%
K - Activités financières et d'assurance	5 860	6 610	12 470	5 050	5 560	10 610	9,6%	9,1%	9,3%	8,7%
L - Activités immobilières	630	700	1 330	580	630	1 210	1,0%	1,0%	1,1%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 510	7 000	13 510	5 670	6 080	11 750	10,7%	9,6%	10,4%	9,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	7 090	4 110	11 200	6 340	3 490	9 830	11,7%	5,7%	11,7%	5,4%
O - Administration publique	5 130	4 050	9 180	3 400	2 620	6 020	8,4%	5,6%	6,3%	4,1%
P - Enseignement (privé)	880	680	1 560	740	600	1 340	1,4%	0,9%	1,4%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	8 210	2 970	11 180	6 920	2 530	9 450	13,5%	4,1%	12,8%	3,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	450	480	930	420	440	860	0,7%	0,7%	0,8%	0,7%
S - Autres activités de services	1 530	580	2 110	1 490	510	2 000	2,5%	0,8%	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 580	150	3 730	3 660	140	3 800	5,9%	0,2%	6,7%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	170	50	220	160	40	200	0,3%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	930	1 240	2 170	1 340	1 780	3 120	1,5%	1,7%	2,5%	2,8%
Total	60 840	72 660	133 500	54 260	64 260	118 520	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,2%	76,8%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	23,1%	76,9%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	21,1%	78,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	15,2%	84,8%	100,0%
F - Construction	9,0%	91,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	46,7%	53,3%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,8%	84,2%	100,0%
I - Hébergement et restauration	51,8%	48,2%	100,0%
J - Information et communication	29,9%	70,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	47,0%	53,0%	100,0%
L - Activités immobilières	47,4%	52,6%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	48,2%	51,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	63,3%	36,7%	100,0%
O - Administration publique	55,9%	44,1%	100,0%
P - Enseignement	56,4%	43,6%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,4%	26,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	48,4%	51,6%	100,0%
S - Autres activités de services	72,5%	27,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,0%	4,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	77,3%	22,7%	100,0%
Z - Non déterminé	42,9%	57,1%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2019			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2019	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	330	1 130	1 460	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	20	270	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 780	25 790	31 570	3,3%	10,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	230	1 350	1 580	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	260	1 490	1 750	0,1%	0,6%
F - Construction	4 010	41 650	45 660	2,3%	16,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	21 740	28 650	50 390	12,5%	11,4%
H - Transports et entreposage	4 200	25 850	30 050	2,4%	10,3%
I - Hébergement et restauration	10 380	9 700	20 080	6,0%	3,8%
J - Information et communication	5 370	15 250	20 620	3,1%	6,1%
K - Activités financières et d'assurance	22 110	27 030	49 140	12,7%	10,7%
L - Activités immobilières	1 500	1 680	3 180	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17 050	22 110	39 160	9,8%	8,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	12 920	10 240	23 160	7,4%	4,1%
O - Administration publique	23 040	23 750	46 790	13,3%	9,4%
P - Enseignement (privé)	2 590	2 180	4 770	1,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	30 100	9 510	39 610	17,3%	3,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	980	1 380	2 360	0,6%	0,5%
S - Autres activités de services	4 630	1 930	6 560	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 770	240	6 010	3,3%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	500	240	740	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	360	530	890	0,2%	0,2%
Total	173 870	251 950	425 820	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	170	200	140	130	50	690	130	180	120	120	60	610
B - Industries extractives	0	10	20	0	0	30	10	10	0	0	10	30
C - Industrie manufacturière	1 270	2 440	1 650	820	230	6 410	810	2 070	1 690	1 000	960	6 530
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	80	40	20	0	190	30	60	40	20	20	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	120	90	60	10	330	20	70	60	40	50	240
F - Construction	2 300	4 220	3 790	2 770	760	13 840	1 510	3 540	3 200	2 660	1 320	12 230
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 590	5 290	3 320	1 930	580	15 710	3 410	4 780	3 110	2 050	1 210	14 560
H - Transports et entreposage	1 400	2 490	2 130	1 540	580	8 140	840	1 850	1 770	1 390	1 020	6 870
I - Hébergement et restauration	3 320	4 170	2 730	1 700	490	12 410	2 620	4 110	2 690	1 640	640	11 700
J - Information et communication	1 000	2 760	1 590	660	160	6 170	500	2 280	1 570	690	360	5 400
K - Activités financières et d'assurance	1 870	5 230	3 420	1 580	370	12 470	1 170	3 740	3 130	1 690	880	10 610
L - Activités immobilières	160	420	370	280	100	1 330	110	340	350	260	140	1 200
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 700	6 250	2 780	1 370	410	13 510	1 410	5 620	2 720	1 340	660	11 750
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 250	3 620	2 950	1 940	430	11 190	1 750	3 160	2 550	1 750	620	9 830
O - Administration publique	2 230	3 210	1 870	1 290	580	9 180	1 450	1 830	990	590	1 160	6 020
P - Enseignement (privé)	360	670	350	140	40	1 560	230	570	340	110	90	1 340
Q - Santé humaine et action sociale	2 380	4 270	2 440	1 570	520	11 180	1 340	3 540	2 040	1 380	1 150	9 450
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	320	160	120	60	930	220	290	160	100	90	860
S - Autres activités de services	490	750	470	300	110	2 120	330	720	440	310	200	2 000
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	120	560	970	1 290	790	3 730	100	520	980	1 300	910	3 810
U - Activités extra-territoriales	10	60	70	50	30	220	0	40	60	50	40	190
Z - Non déterminé	130	540	670	620	210	2 170	70	570	920	1 040	520	3 120
Total	27 120	47 680	32 020	20 180	6 510	133 510	18 060	39 890	28 930	19 530	12 110	118 520

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,4%	0,6%	0,8%	0,7%	0,5%	0,4%	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,7%	5,1%	5,2%	4,1%	3,5%	4,5%	5,2%	5,8%	5,1%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%
F - Construction	8,5%	8,9%	11,8%	13,7%	11,7%	8,4%	8,9%	11,1%	13,6%	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	16,9%	11,1%	10,4%	9,6%	8,9%	18,9%	12,0%	10,8%	10,5%	10,0%
H - Transports et entreposage	5,2%	5,2%	6,7%	7,6%	8,9%	4,7%	4,6%	6,1%	7,1%	8,4%
I - Hébergement et restauration	12,2%	8,7%	8,5%	8,4%	7,5%	14,5%	10,3%	9,3%	8,4%	5,3%
J - Information et communication	3,7%	5,8%	5,0%	3,3%	2,5%	2,8%	5,7%	5,4%	3,5%	3,0%
K - Activités financières et d'assurance	6,9%	11,0%	10,7%	7,8%	5,7%	6,5%	9,4%	10,8%	8,7%	7,3%
L - Activités immobilières	0,6%	0,9%	1,2%	1,4%	1,5%	0,6%	0,9%	1,2%	1,3%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,0%	13,1%	8,7%	6,8%	6,3%	7,8%	14,1%	9,4%	6,9%	5,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,3%	7,6%	9,2%	9,6%	6,6%	9,7%	7,9%	8,8%	9,0%	5,1%
O - Administration publique	8,2%	6,7%	5,8%	6,4%	8,9%	8,0%	4,6%	3,4%	3,0%	9,6%
P - Enseignement (privé)	1,3%	1,4%	1,1%	0,7%	0,6%	1,3%	1,4%	1,2%	0,6%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	8,8%	9,0%	7,6%	7,8%	8,0%	7,4%	8,9%	7,1%	7,1%	9,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,0%	0,7%	0,5%	0,6%	0,9%	1,2%	0,7%	0,6%	0,5%	0,7%
S - Autres activités de services	1,8%	1,6%	1,5%	1,5%	1,7%	1,8%	1,8%	1,5%	1,6%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,4%	1,2%	3,0%	6,4%	12,1%	0,6%	1,3%	3,4%	6,7%	7,5%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,5%	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
Z - Non déterminé	0,5%	1,1%	2,1%	3,1%	3,2%	0,4%	1,4%	3,2%	5,3%	4,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	24,6%	29,0%	20,3%	18,8%	7,2%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	19,8%	38,1%	25,7%	12,8%	3,6%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	26,3%	42,1%	21,1%	10,5%	0,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	15,2%	36,4%	27,3%	18,2%	3,0%	100,0%
F - Construction	16,6%	30,5%	27,4%	20,0%	5,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	29,2%	33,7%	21,1%	12,3%	3,7%	100,0%
H - Transports et entreposage	17,2%	30,6%	26,2%	18,9%	7,1%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,8%	33,6%	22,0%	13,7%	3,9%	100,0%
J - Information et communication	16,2%	44,7%	25,8%	10,7%	2,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,0%	41,9%	27,4%	12,7%	3,0%	100,0%
L - Activités immobilières	12,0%	31,6%	27,8%	21,1%	7,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,0%	46,3%	20,6%	10,1%	3,0%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,1%	32,4%	26,4%	17,3%	3,8%	100,0%
O - Administration publique	24,3%	35,0%	20,4%	14,1%	6,3%	100,0%
P - Enseignement (privé)	23,1%	42,9%	22,4%	9,0%	2,6%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	21,3%	38,2%	21,8%	14,0%	4,7%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	29,0%	34,4%	17,2%	12,9%	6,5%	100,0%
S - Autres activités de services	23,1%	35,4%	22,2%	14,2%	5,2%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3,2%	15,0%	26,0%	34,6%	21,2%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,5%	27,3%	31,8%	22,7%	13,6%	100,0%
Z - Non déterminé	6,0%	24,9%	30,9%	28,6%	9,7%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2019						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2019				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	190	390	380	330	170	1 460	0,7%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	80	110	50	290	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 610	7 290	9 010	10 050	3 620	31 580	5,9%	6,4%	7,3%	8,7%	8,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	450	430	450	150	1 580	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	400	470	590	210	1 750	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	2 930	10 250	13 010	13 940	5 520	45 650	10,7%	9,0%	10,6%	12,0%	12,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 880	13 330	13 800	13 250	5 130	50 390	17,7%	11,7%	11,2%	11,4%	11,5%
H - Transports et entreposage	1 730	7 030	8 520	8 950	3 820	30 050	6,3%	6,1%	6,9%	7,7%	8,6%
I - Hébergement et restauration	2 500	5 670	5 580	4 740	1 600	20 090	9,1%	5,0%	4,5%	4,1%	3,6%
J - Information et communication	1 020	6 600	6 570	4 820	1 610	20 620	3,7%	5,8%	5,3%	4,1%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 370	12 080	16 550	14 730	4 410	49 140	5,0%	10,6%	13,4%	12,7%	9,9%
L - Activités immobilières	170	760	900	890	470	3 190	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 560	15 540	10 660	7 530	2 870	39 160	9,3%	13,6%	8,7%	6,5%	6,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 450	6 190	6 970	6 270	2 280	23 160	5,3%	5,4%	5,7%	5,4%	5,1%
O - Administration publique	2 540	12 070	13 950	12 920	5 310	46 790	9,2%	10,6%	11,3%	11,1%	11,9%
P - Enseignement (privé)	230	1 490	1 400	1 160	490	4 770	0,8%	1,3%	1,1%	1,0%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 160	11 410	10 480	10 370	4 180	39 600	11,5%	10,0%	8,5%	8,9%	9,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	200	700	640	570	250	2 360	0,7%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	660	1 820	1 730	1 600	740	6 550	2,4%	1,6%	1,4%	1,4%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	70	580	1 570	2 310	1 480	6 010	0,3%	0,5%	1,3%	2,0%	3,3%
U - Activités extra-territoriales	10	100	210	270	150	740	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	40	190	230	300	130	890	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%
Total	27 510	114 380	123 140	116 150	44 640	425 820	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%



Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	170	170	350	690	130	170	310	610
B - Industries extractives	20	0	10	30	20	0	10	30
C - Industrie manufacturière	3 920	600	1 890	6 410	3 720	940	1 870	6 530
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	100	30	190	50	90	20	160
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	170	100	60	330	130	60	50	240
F - Construction	7 930	1 140	4 770	13 840	6 620	1 170	4 430	12 220
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 370	3 120	4 220	15 710	7 330	3 330	3 900	14 560
H - Transports et entreposage	3 740	1 340	3 060	8 140	3 310	1 180	2 380	6 870
I - Hébergement et restauration	3 930	1 530	6 950	12 410	3 480	1 550	6 680	11 710
J - Information et communication	3 130	680	2 350	6 160	2 820	780	1 800	5 400
K - Activités financières et d'assurance	5 490	1 250	5 730	12 470	4 880	1 430	4 300	10 610
L - Activités immobilières	460	320	550	1 330	380	320	510	1 210
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 380	1 600	5 530	13 510	5 580	1 600	4 570	11 750
N - Activités de services administratifs et de soutien	4 950	1 120	5 130	11 200	4 310	1 030	4 490	9 830
O - Administration publique	410	7 130	1 640	9 180	230	5 270	520	6 020
P - Enseignement (privé)	370	440	750	1 560	290	420	630	1 340
Q - Santé humaine et action sociale	3 430	4 530	3 220	11 180	2 490	4 310	2 650	9 450
R - Arts, spectacles et activités récréatives	280	310	340	930	250	280	330	860
S - Autres activités de services	690	630	790	2 110	640	600	760	2 000
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	420	250	3 060	3 730	410	270	3 120	3 800
U - Activités extra-territoriales	70	20	130	220	60	20	120	200
Z - Non déterminé	410	530	1 230	2 170	250	1 060	1 810	3 120
Total	54 800	26 910	51 790	133 500	47 380	25 880	45 260	118 520

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,6%	0,7%	0,3%	0,7%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	7,2%	2,2%	3,6%	7,9%	3,6%	3,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,4%	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%
F - Construction	14,5%	4,2%	9,2%	14,0%	4,5%	9,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,3%	11,6%	8,1%	15,5%	12,9%	8,1%
H - Transports et entreposage	6,8%	5,0%	5,9%	7,0%	4,6%	5,9%
I - Hébergement et restauration	7,2%	5,7%	13,4%	7,3%	6,0%	13,4%
J - Information et communication	5,7%	2,5%	4,5%	6,0%	3,0%	4,5%
K - Activités financières et d'assurance	10,0%	4,6%	11,1%	10,3%	5,5%	11,1%
L - Activités immobilières	0,8%	1,2%	1,1%	0,8%	1,2%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,6%	5,9%	10,7%	11,8%	6,2%	10,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,0%	4,2%	9,9%	9,1%	4,0%	9,9%
O - Administration publique	0,7%	26,5%	3,2%	0,5%	20,4%	3,2%
P - Enseignement (privé)	0,7%	1,6%	1,4%	0,6%	1,6%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	6,3%	16,8%	6,2%	5,3%	16,7%	6,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,5%	1,2%	0,7%	0,5%	1,1%	0,7%
S - Autres activités de services	1,3%	2,3%	1,5%	1,4%	2,3%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,8%	0,9%	5,9%	0,9%	1,0%	5,9%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	0,7%	2,0%	2,4%	0,5%	4,1%	2,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	24,6%	24,6%	50,7%	100,0%
B - Industries extractives	66,7%	0,0%	33,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	61,2%	9,4%	29,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	31,6%	52,6%	15,8%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	51,5%	30,3%	18,2%	100,0%
F - Construction	57,3%	8,2%	34,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	53,3%	19,9%	26,9%	100,0%
H - Transports et entreposage	45,9%	16,5%	37,6%	100,0%
I - Hébergement et restauration	31,7%	12,3%	56,0%	100,0%
J - Information et communication	50,8%	11,0%	38,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	44,0%	10,0%	46,0%	100,0%
L - Activités immobilières	34,6%	24,1%	41,4%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,2%	11,8%	40,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	44,2%	10,0%	45,8%	100,0%
O - Administration publique	4,5%	77,7%	17,9%	100,0%
P - Enseignement	23,7%	28,2%	48,1%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	30,7%	40,5%	28,8%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	30,1%	33,3%	36,6%	100,0%
S - Autres activités de services	32,7%	29,9%	37,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	11,3%	6,7%	82,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	31,8%	9,1%	59,1%	100,0%
Z - Non déterminé	18,9%	24,4%	56,7%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2019				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2019		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	430	390	640	1 460	0,2%	0,3%	0,5%
B - Industries extractives	150	50	90	290	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	20 720	4 380	6 470	31 570	11,0%	3,8%	5,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	380	1 040	160	1 580	0,2%	0,9%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	850	680	220	1 750	0,5%	0,6%	0,2%
F - Construction	25 220	4 300	16 140	45 660	13,4%	3,7%	13,3%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	28 930	9 830	11 630	50 390	15,4%	8,4%	9,6%
H - Transports et entreposage	14 150	7 660	8 240	30 050	7,5%	6,6%	6,8%
I - Hébergement et restauration	7 490	2 250	10 340	20 080	4,0%	1,9%	8,5%
J - Information et communication	10 660	4 110	5 850	20 620	5,7%	3,5%	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	23 550	9 260	16 330	49 140	12,5%	7,9%	13,4%
L - Activités immobilières	1 050	1 020	1 110	3 180	0,6%	0,9%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19 830	5 840	13 490	39 160	10,6%	5,0%	11,1%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 720	2 270	9 170	23 160	6,2%	1,9%	7,5%
O - Administration publique	2 410	40 660	3 720	46 790	1,3%	34,9%	3,1%
P - Enseignement (privé)	1 460	1 390	1 920	4 770	0,8%	1,2%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	14 360	17 320	7 930	39 610	7,7%	14,9%	6,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	840	860	660	2 360	0,4%	0,7%	0,5%
S - Autres activités de services	2 190	2 380	1 990	6 560	1,2%	2,0%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	800	630	4 580	6 010	0,4%	0,5%	3,8%
U - Activités extra-territoriales	230	110	400	740	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	280	160	450	890	0,1%	0,1%	0,4%
Total	187 700	116 590	121 530	425 820	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 1

	Recrutements					CDI	Total	Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total			CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	60	140	50	0	250	440	690	170	440	610	0,7%	0,5%
B - Industries extractives	0	0	10	0	10	20	30	0	30	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	250	1 040	400	40	1 730	4 680	6 410	1 140	5 390	6 530	4,7%	4,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	20	10	0	30	160	190	10	150	160	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	40	30	0	70	260	330	30	210	240	0,2%	0,3%
F - Construction	650	1 780	570	60	3 060	10 780	13 840	2 170	10 050	12 220	8,4%	11,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	920	3 410	840	130	5 300	10 410	15 710	3 910	10 650	14 560	14,5%	10,7%
H - Transports et entreposage	300	1 100	790	60	2 250	5 890	8 140	1 440	5 430	6 870	6,2%	6,1%
I - Hébergement et restauration	770	1 540	520	40	2 870	9 540	12 410	2 360	9 350	11 710	7,9%	9,8%
J - Information et communication	220	630	260	50	1 160	5 000	6 160	930	4 470	5 400	3,2%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	220	1 550	670	170	2 610	9 860	12 470	2 000	8 610	10 610	7,2%	10,2%
L - Activités immobilières	20	80	40	0	140	1 190	1 330	110	1 100	1 210	0,4%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	360	1 530	480	190	2 560	10 950	13 510	2 030	9 720	11 750	7,0%	11,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 910	2 360	450	60	4 780	6 420	11 200	3 600	6 230	9 830	13,1%	6,6%
O - Administration publique	1 000	560	970	360	2 890	6 290	9 180	2 320	3 700	6 020	7,9%	6,5%
P - Enseignement (privé)	50	420	190	310	970	590	1 560	810	530	1 340	2,7%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	510	2 390	1 080	350	4 330	6 850	11 180	3 280	6 170	9 450	11,9%	7,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	100	120	170	50	440	490	930	390	470	860	1,2%	0,5%
S - Autres activités de services	60	240	170	70	540	1 570	2 110	390	1 610	2 000	1,5%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	20	10	0	50	3 680	3 730	50	3 750	3 800	0,1%	3,8%
U - Activités extra-territoriales	50	40	40	40	170	50	220	140	60	200	0,5%	0,1%
Z - Non déterminé	80	110	50	20	260	1 910	2 170	220	2 900	3 120	0,7%	2,0%
Total	7 550	19 120	7 800	2 000	36 470	97 030	133 500	27 500	91 020	118 520	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	CDD	CDI	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	36,2%	63,8%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	27,0%	73,0%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	15,8%	84,2%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	21,2%	78,8%	100,0%
F - Construction	22,1%	77,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	33,7%	66,3%	100,0%
H - Transports et entreposage	27,6%	72,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	23,1%	76,9%	100,0%
J - Information et communication	18,8%	81,2%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	20,9%	79,1%	100,0%
L - Activités immobilières	10,5%	89,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18,9%	81,1%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	42,7%	57,3%	100,0%
O - Administration publique	31,5%	68,5%	100,0%
P - Enseignement (privé)	62,2%	37,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	38,7%	61,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	47,3%	52,7%	100,0%
S - Autres activités de services	25,6%	74,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,3%	98,7%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	77,3%	22,7%	100,0%
Z - Non déterminé	12,0%	88,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2018 - janvier 2019) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2019			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2019	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	100	1 360	1 460	0,5%	0,3%
B - Industries extractives	10	280	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 260	30 310	31 570	5,7%	7,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 550	1 580	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	70	1 680	1 750	0,3%	0,4%
F - Construction	1 440	44 220	45 660	6,5%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 030	47 360	50 390	13,7%	11,7%
H - Transports et entreposage	1 190	28 860	30 050	5,4%	7,1%
I - Hébergement et restauration	890	19 190	20 080	4,0%	4,8%
J - Information et communication	570	20 050	20 620	2,6%	5,0%
K - Activités financières et d'assurance	1 720	47 420	49 140	7,8%	11,7%
L - Activités immobilières	70	3 110	3 180	0,3%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 550	37 610	39 160	7,0%	9,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 860	21 300	23 160	8,4%	5,3%
O - Administration publique	2 330	44 460	46 790	10,5%	11,0%
P - Enseignement (privé)	1 330	3 440	4 770	6,0%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	3 730	35 880	39 610	16,8%	8,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	290	2 070	2 360	1,3%	0,5%
S - Autres activités de services	380	6 180	6 560	1,7%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	5 990	6 010	0,1%	1,5%
U - Activités extra-territoriales	210	530	740	0,9%	0,1%
Z - Non déterminé	60	830	890	0,3%	0,2%
Total	22 140	403 680	425 820	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2018 - janvier 2019) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM			Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total				
A - Agriculture, sylviculture et pêche	310	80	390	300	690	1,0%	0,3%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 290	740	2 030	4 370	6 400	5,0%	4,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	170	190	0,0%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	40	90	240	330	0,2%	0,3%
F - Construction	2 670	2 000	4 670	9 180	13 850	11,4%	9,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 150	1 730	6 880	8 830	15 710	16,8%	9,5%
H - Transports et entreposage	1 670	1 430	3 100	5 040	8 140	7,6%	5,4%
I - Hébergement et restauration	5 390	1 310	6 700	5 700	12 400	16,4%	6,2%
J - Information et communication	470	460	930	5 230	6 160	2,3%	5,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 460	310	1 770	10 700	12 470	4,3%	11,6%
L - Activités immobilières	230	160	390	940	1 330	1,0%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 460	1 050	2 510	11 000	13 510	6,1%	11,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 630	910	2 540	8 660	11 200	6,2%	9,4%
O - Administration publique	1 910	200	2 110	7 070	9 180	5,2%	7,6%
P - Enseignement (privé)	80	380	460	1 100	1 560	1,1%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	2 380	840	3 220	7 960	11 180	7,9%	8,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	240	100	340	590	930	0,8%	0,6%
S - Autres activités de services	550	350	900	1 210	2 110	2,2%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	400	250	650	3 090	3 740	1,6%	3,3%
U - Activités extra-territoriales	10	0	10	220	230	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	950	220	1 170	1 000	2 170	2,9%	1,1%
Total	28 310	12 580	40 890	92 620	133 510	100,0%	100,0%



Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2018 - janvier 2019) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	56,5%	43,5%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	31,7%	68,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10,5%	89,5%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	27,3%	72,7%	100,0%
F - Construction	33,7%	66,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	43,8%	56,2%	100,0%
H - Transports et entreposage	38,1%	61,9%	100,0%
I - Hébergement et restauration	54,0%	46,0%	100,0%
J - Information et communication	15,1%	84,9%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	14,2%	85,8%	100,0%
L - Activités immobilières	29,3%	70,7%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	18,6%	81,4%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	22,7%	77,3%	100,0%
O - Administration publique	23,0%	77,0%	100,0%
P - Enseignement (privé)	29,5%	70,5%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	28,8%	71,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	36,6%	63,4%	100,0%
S - Autres activités de services	42,7%	57,3%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	17,4%	82,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,3%	95,7%	100,0%
Z - Non déterminé	53,9%	46,1%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2018 - janvier 2019) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2019			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2019	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	530	930	1 460	1,1%	0,2%
B - Industries extractives	10	280	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	2 940	28 630	31 570	5,8%	7,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 560	1 580	0,0%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	120	1 620	1 740	0,2%	0,4%
F - Construction	4 070	41 590	45 660	8,1%	11,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12 830	37 560	50 390	25,5%	10,0%
H - Transports et entreposage	3 640	26 410	30 050	7,2%	7,0%
I - Hébergement et restauration	7 760	12 330	20 090	15,4%	3,3%
J - Information et communication	860	19 750	20 610	1,7%	5,3%
K - Activités financières et d'assurance	1 100	48 040	49 140	2,2%	12,8%
L - Activités immobilières	480	2 700	3 180	1,0%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 420	36 740	39 160	4,8%	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 610	20 540	23 150	5,2%	5,5%
O - Administration publique	2 340	44 460	46 800	4,7%	11,8%
P - Enseignement (privé)	270	4 500	4 770	0,5%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	5 080	34 530	39 610	10,1%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	330	2 030	2 360	0,7%	0,5%
S - Autres activités de services	1 800	4 760	6 560	3,6%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	880	5 130	6 010	1,7%	1,4%
U - Activités extra-territoriales	10	730	740	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	220	670	890	0,4%	0,2%
Total	50 320	375 490	425 810	100,0%	100,0%